

« La France a jeté les harkis dans les basses-fosses de l'Histoire. Il y a eu 80.000 morts. Paris a systématiquement entravé leur sauvetage. De Gaulle est bel et bien complice d'un crime contre l'humanité. » - Georges-Marc BENAMOU (Paris-Match – N°2841 – 30/10- 5/11/2003)

« De Gaulle a abandonner les Harkis, c'est son crime ; c'est le nôtre » - Jean DANIEL
(Le Nouvel Observateur – 17 septembre 2009)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Président de la FNACA, M. Wladyslas MAREK refuse de débattre publiquement du « cessez-le-feu » du 19 mars 1962 !

Cordialement invité depuis 1983 par *Jeune Pied-Noir* à venir débattre sur le « cessez-le-feu » du 19 mars 1962 et sur les conséquences de la « paix » d'Evian en Algérie, le président de la FNACA, M. Wladyslas Marek a préféré décliner une nouvelle proposition de débat le lundi 15 mars 2010 dans l'émission de Roger Saboureau sur Radio-Courtoisie, avec le général (ER) Henri Jean Fournier, représentant le général Henri Pinard Legry, délégué général de Cercle pour la Défense des Combattants d'Afrique française du Nord – CDCAFN et Bernard Coll, Secrétaire général de Jeune Pied-Noir.

Comme les fois précédentes, interrogé par téléphone les raisons de ce refus, M. Marek a expliqué qu'il n'avait pas à discuter avec ceux qui sont opposés à sa demande d'officialisation de la date du 19 mars 1962 pour honorer les victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie, puisque les sondages montrent que 80 % des Français approuvent la position de la FNACA.

Que M. Marek ne cherche pas à convaincre ces 20% de Français qui tiennent en échec depuis 1975 la plus importante association d'Anciens Combattants d'Algérie, peut surprendre. Il est vrai que dans ces 20 % de Français, il faut placer tous les Présidents de la République qui ont succédé au général De Gaulle, qui lui-même n'a pas souhaité officialiser cette date ainsi que Georges Pompidou, les Présidents Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy qui a affirmé aux représentants des Français rapatriés, le 16 avril 2007 : **« Il n'est pas question que le 19 mars soit une date officielle de commémoration. Il est arrogant de condamner et de mépriser la douleur qui fut la vôtre et celle de vos familles lorsque vous fûtes chassés de vos terres, de vos maisons, et séparés de vos amis. Je le répète, c'est par respect pour vous que je n'accepterai pas que la date officielle de la commémoration des morts de la guerre d'Algérie soit celle du cessez-le-feu, qui de surcroît, n'a pas été respecté »**. Au Président de la République actuel, il vous faut ajouter 1.100.000 camarades de combat de M. Marek réunis dans l'*Union Nationale des Combattants* et le *Cercle pour la Défense des Combattants de l'Afrique française du Nord*, la quasi-totalité des 3 millions de Français rapatriés et leurs descendants ainsi que les millions de Français de toutes sensibilités qui, comme le Professeur Maurice Allais, Prix Nobel d'Economie, Michel Tubiana, Jean Daniel, André Santini, Jean Lacouture ou François Hollande, demandent aujourd'hui la reconnaissance du « crime d'Etat » du 19 mars 1962.

Puisque M. Marek est si sûr de lui, pourquoi refuse-t-il un débat public qui lui permettrait facilement de les convaincre ? Ne pas l'accepter, n'est-ce pas laisser croire qu'il est en réalité très peu sûr de ses propres vérités, de la valeur de ses affirmations, des faits historiques et sondages qu'il présente comme des certitudes ? N'est-ce pas laisser le champ libre à ses détracteurs et montrer une grande faiblesse de conviction ? Peut-être des journalistes plus convaincants que Jeune Pied-Noir auront plus de chance et réussiront à le persuader qu'il est de son devoir de participer à un débat public pour ne pas laisser éternellement 20% des Français dans l'erreur. Car comme le disait Jean Jaurès, que M. Marek cite dans l'une de ses brochures : **« Le courage, c'est de rechercher la vérité et de la dire »**.

Bernard COLL

Secrétaire général de Jeune Pied-Noir, Co-auteur du « LIVRE DES HARKIS » (Editions JPN – 1991) avec Mme Taouès TITRAOUI, fille de Harki, rescapée du massacre des Harkis du 19 mars 1962, Membre du Haut Conseil des Rapatriés et Elue locale

La Vérité sur le « crime d'Etat » du 19 mars 1962: lundi 15 mars à 12 h sur Radio Courtoisie

E-mail : jeunepiednoir@wanadoo.fr

Site Internet : <http://pagesperso-orange.fr/jeunepiednoir/jpn.wst>